

Gewässerschutzgesetz zuletzt kommt. Das Gewässerschutzgesetz sollte meines Erachtens zu Beginn der Nachmittagssitzung behandelt werden. Wir machen in der Öffentlichkeit einen schlechten Eindruck, wenn wir das Gewässerschutzgesetz nicht zu Ende beraten können, sondern nur ein paar Artikel. Deswegen stelle ich den Antrag: Beginnen wir die Nachmittagssitzung mit dem Gewässerschutzgesetz. Jetzt sagen Sie vielleicht: Und dann die übrigen Geschäfte des EVD, was geschieht mit denen? Sie müssen nur ein bisschen Selbstdisziplin üben: eine halbe Stunde China, eine halbe Stunde Europa, ein paar Minuten für die übrigen Geschäfte, dann geht es.

**Präsident:** Wir stimmen zuerst ab über den Antrag Mauch Rolf. Herr Mauch beantragt Ihnen, die dringliche Interpellation zur Lage in China an den Schluss der Tagesordnung zu nehmen. Wenn Sie jetzt dem Antrag Mauch zustimmen, heisst das, dass wir mit den übrigen Geschäften nicht weiterfahren können, weil der zuständige Bundespräsident nicht anwesend ist.

*Abstimmung – Vote*

Für den Ordnungsantrag Mauch Rolf	Minderheit
Dagegen	offensichtliche Mehrheit

**Präsident:** Wir müssen noch über den Ordnungsantrag Fäh befinden. An sich muss ich Ihnen aus den gleichen Überlegungen auch hier empfehlen, den Ordnungsantrag abzulehnen.

*Abstimmung – Vote*

Für den Ordnungsantrag Fäh	9 Stimmen
Dagegen	51 Stimmen

89.456

## Dringliche Interpellation Maitre Ereignisse in China

### Interpellation urgente Maitre Evénements survenus en Chine

*Wortlaut der Interpellation vom 6. Juni 1989*

Das Schweizervolk ist erschüttert über die Brutalität, mit der die chinesischen Machthaber die in Peking (auf dem Platz des himmlischen Friedens) friedlich demonstrierenden Bürger niederwalzen liessen.

Die unterzeichneten Mitglieder des Nationalrates stellen sich voll hinter den Protest des Bundesrates und fragen ihn an, welche weiteren politischen Mittel er einzusetzen gedenkt, um dazu beizutragen, dass – auch im Interesse der ungestörten Entwicklung gegenseitiger Beziehungen – diese Schändung elementarster Menschenrechte ein Ende nimmt und diese Rechte voll respektiert werden.

*Texte de l'interpellation du 6 juin 1989*

La peuple suisse est profondément ému par la brutalité avec laquelle les dirigeants chinois ont réprimé les citoyens qui manifestaient pacifiquement sur la place Tiananmen à Pékin.

Les membres soussignés du Conseil national appuyent pleinement la protestation du Conseil fédéral et lui demandent quels moyens supplémentaires il compte mettre en oeuvre pour que cette violation des droits élémentaires de l'homme prenne fin et que ces droits soient pleinement respectés, ceci également dans l'intérêt d'un développement harmonieux des relations mutuelles.

*Mitunterzeichner – Cosignataires:* Auer, Bär, Caccia, Cumberg, Cotti, Coutau, Darbellay, Déglise, Diener, Dormann, Egly, Friderici, Hafner Rudolf, Hess Peter, Jeanneret, Jeanprêtre, Keller, Kühne, Leuba, Longet, Meier-Glatfelden, Meizoz, Müller-Meilen, Paccolat, Perey, Petitpierre, Pitteloud, Rebeaud, Ruffy, Savary-Fribourg, Schmid, Segmüller, Stamm, Steffen, Stocker, Theubet, Widmer, Zbinden Paul (38)

#### *Antrag der LdU/EVP-Fraktion*

Folgende Erklärung des Nationalrates an die Behörden der Volksrepublik China sei zu beraten und zu beschliessen:

«Der Nationalrat der Schweizerischen Eidgenossenschaft ist über die blutigen Ereignisse, die sich anfangs dieses Monats in Beijing abspielten, zutiefst bestürzt. Nach den Informationen, die uns vorliegen, liessen die Behörden der Volksrepublik China Militär mit Panzern und Maschinenpistolen gegen die – bis dahin friedlichen – Demonstranten in Beijing vorgehen. Dieser brutale Einsatz der Streitkräfte gegen das eigene Volk, die darauf folgenden zahlreichen Verhaftungen, Todesurteile und Hinrichtungen haben uns entsetzt.

Die Schweiz hat zwar kein Recht, sich in die inneren Angelegenheiten eines anderen Landes einzumischen. Wir müssen aber darauf hinweisen, dass jeder Staat bei einem derartigen Vorgehen damit rechnen muss, dass blutige Unterdrückungsmassnahmen die Weltöffentlichkeit bewegen und mit Sorge erfüllen. Die Vorkommnisse in Beijing sind geeignet, in weiten Teilen des Schweizer Volkes die Achtung und Sympathie, die sich die Volksrepublik China durch ihre Reformpolitik erworben hat, zu zerstören. Wir bitten die Behörden der Volksrepublik China, auf einen weiteren Einsatz der Streitkräfte gegen das eigene Volk zu verzichten und den Weg des Dialogs und der Versöhnung mit den reformwilligen Kräften zu suchen.

In diesem Sinne bitten wir die zuständigen Behörden der Volksrepublik China auch, auf weitere Hinrichtungen zu verzichten. Ein Gnadenerlass wäre nicht nur eine Geste der Versöhnung im Innern, sondern würde überdies dem Ansehen der Volksrepublik China in anderen Ländern dienlich sein.»

#### *Proposition du Groupe AdI/PEP*

Nous proposons d'adresser la déclaration suivante du Conseil national aux autorités de la République populaire de Chine:

«Le Conseil national de la Confédération suisse est bouleversé par les sanglants incidents qui se sont produits au début de ce mois de juin 1989 à Pékin (Beijing). Selon les renseignements dont nous disposons, les autorités de la République populaire de Chine ont fait intervenir des militaires armés de blindés et d'armes automatiques contre les manifestants de Pékin, jusque-là pacifiques. Cette brutale intervention des forces armées contre leur propre peuple, ainsi que la vague de détentions, de condamnations à mort et d'exécutions qui a suivi, nous ont profondément choqués.

La Suisse n'a certes aucun droit de s'ingérer dans les affaires internes d'un autre pays. Nous devons cependant souligner que tout Etat doit attendre, lorsqu'il agit de la sorte, qu'une telle répression sanglante indigne et préoccupe l'opinion publique mondiale. Les incidents de Pékin sont de nature à détruire, dans de nombreux milieux du peuple suisse, le respect et la sympathie que la République populaire de Chine s'était acquis par sa politique de réformes. Nous prions les autorités de la République populaire de Chine de renoncer à toute nouvelle intervention des forces armées contre leur propre peuple et de rechercher la voie du dialogue et de la réconciliation avec les parties de la population qui sont soucieuses de réformes.

Dans cet esprit, nous prions aussi les autorités compétentes de la République populaire de Chine de renoncer à toute nouvelle exécution. Une grâce générale ne constituerait pas seulement un geste de réconciliation à l'intérieur de la Chine; elle restaurerait également le renom de la République populaire de Chine dans le monde.»

*Sprecherin – Porte-parole:* Frau Grendelmeier

**M. Maitre:** Après les temps sombres de la Révolution culturelle, la Chine, petit à petit, s'était ouverte, cherchant à conduire semble-t-il une politique de respect des droits de l'homme, de rapprochement et de coopération économique. La tragique répression de la place Tienanmen nous fait revenir de loin. Voilà un régime que l'on croyait être l'artisan de l'ouverture et qui n'est en réalité que l'instrument d'un incroyable gâchis. Voilà des étudiants massacrés, des intellectuels condamnés à mort et immédiatement exécutés, la délation organisée jusque dans les familles pour que soient définitivement traqués des jeunes qui n'ont qu'un seul tort, celui de n'être pas conformes aux spécimens admis par le parti. Voilà une barbarie qui s'exprime et que l'on croyait être définitivement reléguée dans les souvenirs du Moyen Age.

Un jour, sans doute, il faudra analyser si ces événements traduisent une rupture, un changement de politique à certains égards non prévisible, ou si, au contraire, ils ne constituent pas simplement le terme d'une savante désinformation ayant conduit l'Occident à s'endormir face à un régime qui, fondamentalement, est resté le même depuis Mao Tse Toung.

Nous avons pris note avec satisfaction de la réprobation ferme, rapidement émise, du Conseil fédéral. Nous avons pris connaissance de ce que, du point de vue du Conseil fédéral et du Département des affaires étrangères, la situation était prise très au sérieux, ce qui justifie notamment la constitution d'un état-major de crise audit département, la suspension de livraisons d'armements, l'organisation de rapatriements.

Dès lors, le but de cette interpellation est très simple. Il est de permettre au Conseil fédéral d'enregistrer clairement l'émotion, la réprobation et l'inquiétude du Parlement, le Conseil national, après le Conseil des Etats, et de s'en prévaloir, s'il le juge utile. Et c'est dans ce but notamment que Mme Josi Meier, présidente de la Commission des affaires étrangères du Conseil des Etats, et moi-même, avons saisi nos conseils respectifs de la même interpellation. Le but de cette dernière est également de manifester notre approbation et notre soutien – parce qu'il est important que le Conseil fédéral le sache – aux mesures qui ont été prises jusqu'ici par le gouvernement. Il s'agit enfin de donner l'occasion au chef du Département des affaires étrangères de s'exprimer ici, face à une situation qui évolue de jour en jour, de permettre à M. Felber de nous indiquer quels moyens le Conseil fédéral entend mettre en oeuvre pour que notre pays apporte une contribution propre à atténuer les souffrances de ceux qui sont touchés par la répression et à favoriser un retour au respect de la dignité humaine dont l'aspect le plus élémentaire est tout simplement le droit de vivre.

**M. Felber, conseiller fédéral:** Qui peut aujourd'hui, dans notre monde occidental, prétendre connaître la Chine? Qui peut prétendre aujourd'hui affirmer qu'il est possible de déterminer les réactions qui naissent d'une culture et d'une tradition aussi différentes que celles du peuple chinois? Qui pouvait, il y a quelques semaines, imaginer un instant que l'homme de l'ouverture, M. Deng Xiaoping, que le monde entier saluait comme un rénovateur, qui avait été une des victimes de la Révolution culturelle au cours de laquelle il fut emprisonné, deviendrait un appui certain de ceux qui ont mené la sanglante répression? Personne, je crois, objectivement.

Et nous devons, lorsque nous parlons de ce vaste Etat, de ce milliard d'habitants, garder une très grande modestie.

Hier encore, un de nos compatriotes, rentrant de Chine, affirmait aux collaborateurs de mon département s'être trouvé pendant toute la durée de ces événements, pour son travail, dans une province éloignée de Pékin et n'avoir découvert ce qui s'était passé que lors de son retour, alors que la vie quotidienne continuait de se dérouler sans accroc, sans sursauts, à l'intérieur de la petite ville dans laquelle il était en séjour.

Voilà les questions que nous devons chaque jour nous poser lorsque nous essayons d'analyser les événements qui se sont déroulés en Chine.

Par sa déclaration du 5 juin 1989, relative à ces événements tragiques, le Conseil fédéral a exprimé sa réprobation mais aussi l'émotion que ressentait le peuple suisse, un pays comme le nôtre, à l'égard d'un pays comme la Chine, énorme,

mais dans lequel nous avions placé beaucoup d'espoir et qui sombre brutalement, soudainement, dans la violence. La décision que le Conseil fédéral a prise ensuite d'interdire l'exportation d'armes vers la Chine est une suite logique des événements et une mesure parfaitement conforme à notre législation en la matière. Toute autre mesure, dans l'état de confusion qui régnait alors et qui règne encore – il n'y a pas de jours où les renseignements que nous obtenons contredisent ceux de la veille – se serait sans doute avérée prématurée.

Nous sommes reconnaissants aux entreprises suisses, comme les agences de voyage, les entreprises d'électricité, qui, d'elles-mêmes, respectant la moralité et la volonté du peuple suisse de marquer sa réprobation, ont décidé spontanément d'interrompre les discussions ou les relations qu'elles avaient nouées avec la Chine.

L'escalade de la répression n'est hélas pas terminée. Elle vient d'atteindre un nouveau degré avec l'exécution, hier, des trois condamnés à mort de Shanghai, et tout à l'heure, jeudi matin, heure chinoise, de sept des huit condamnés à mort de Pékin. Cela encore nous interpelle et nous choque.

Vendredi dernier, nous avons fait convoquer l'ambassadeur de Chine à Berne pour lui demander d'intervenir rapidement auprès de son gouvernement. Au nom des principes humanitaires les plus élémentaires, nous lui avons exprimé notre préoccupation et demandé que les peines soient commuées et que la vie des condamnés soit épargnée.

La Suisse, aujourd'hui encore, en appelle à la clémence – est-ce encore utile – des autorités chinoises, en souhaitant, en espérant qu'elles sauront faire preuve de modération et aussi de magnanimité. Nous sommes convaincus que la violence dans un tel contexte ne peut qu'aggraver les tensions. Il faut respecter les droits fondamentaux de l'individu, notamment le droit à un jugement équitable, le droit à un traitement humain. Et de nombreuses personnes, plus de 1000, récemment enfermées et aujourd'hui détenues ont droit à ce respect.

Le Conseil fédéral tient à rappeler toute l'importance qu'il accorde aux relations que notre pays a tissées, a liées avec la République populaire de Chine. Nous ne pouvons pas ignorer un peuple d'un milliard d'habitants. Nous avons été un des premiers pays occidentaux, probablement le troisième, à reconnaître l'existence, en janvier 1950, de la République populaire de Chine, Etat proclamé le 1er octobre 1949. Ces relations ne peuvent pas sans autre être remises en cause. La gravité de la situation actuelle nous affecte d'autant plus que nos relations avec la Chine se sont développées progressivement pour s'intensifier considérablement dans tous les domaines au cours de ces quinze dernières années, alors que notre dialogue bilatéral avec Pékin s'approfondissait. L'avenir de la Chine est un facteur déterminant dans la stabilité de l'Asie et du monde. Cet avenir nous concerne tous et nous devons suivre ce qui se passe dans ce grand pays avec beaucoup d'attention.

Le Conseil fédéral exprime l'espoir que la politique d'ouverture, la politique de réforme qui a été si fructueuse et qui est à l'origine du développement substantiel des relations de la Chine avec l'ensemble du monde et plus particulièrement du monde occidental, puisse être reprise. Nous savons cependant qu'il n'est pas possible d'ouvrir un pays aux relations culturelles avec le monde, d'ouvrir un pays dans le domaine des relations économiques sans que cela n'entraîne en même temps une nécessaire transformation des structures politiques. Cela n'a pas été fait en Chine. Nous le constatons hélas durement aujourd'hui.

Nous ne souhaitons pas brader l'acquis par des mesures hâtives. Nous sommes persuadés que la politique d'ouverture reprendra, et nous sommes également persuadés, personne n'étant éternel, que les revendications parfaitement justifiées du peuple chinois, de ses intellectuels, de ses ouvriers, de ses étudiants, ne seront pas oubliées et que prochainement, dans un avenir qu'hélas nous ne pouvons pas déterminer avec précision, ces revendications seront de nouveau à l'ordre du jour en Chine. A travers nos interventions et les vôtres, Mesdames et Messieurs, nous ne condamnons ni la Chine ni le peuple chinois, mais nous réprouvons l'utilisation de l'armée par certains des dirigeants du Parti communiste chinois pour écri-

ser une population civile. Nous réprouvons et condamnons aussi la répression systématique de l'opposition telle qu'elle vient d'être engagée par des dirigeants qui, encore une fois, n'ont pas accepté la voie du dialogue démocratique et qui utilisent aujourd'hui – ce qui est facile, dans un pays aussi vaste – la désinformation pour justifier leurs actes auprès de leur population. (*Applaudissements*)

**M. Maitre:** Je viens très simplement dire ici ma satisfaction à la réponse très claire du conseiller fédéral Felber, réponse claire qui, néanmoins, cherche à maintenir le dialogue et je crois que c'est effectivement dans ce sens-là que nous devons travailler.

#### *Abstimmung – Vote*

Für den Antrag auf Diskussion	54 Stimmen
Dagegen	23 Stimmen

**Müller-Meilen:** Die erbarmungslose Härte, mit der in China in diesen Tagen Führer friedlicher Demonstrationen hingerichtet worden sind, erzwingt eine Reaktion. Es hat sich bereits wieder der totalitäre Vorhang des Schweigens über das bevölkerungsreichste Land der Erde gesenkt. Der Vorhang ist so undurchlässig, dass die kommunistischen Machthaber faustdicke Lügen über die Vorgänge der letzten Wochen nach innen und nach aussen zu verbreiten wagen. Was man kaum mehr erwartet hat, ist eingetreten. Nach Jahren der erfreulichen wirtschaftlichen Öffnung und Belebung und nach Wochen von Kundgebungen breiter Volksschichten – angeführt von den Studenten – für demokratische Reformen haben Panzer die Demonstranten niedergerollt. Die freie Meinungsäußerung ist durch die Verhaftung der Mutigen und durch Todesurteile gebrochen worden. Die Denunzierung als altbewährtes Mittel aller totalitären Regimes zur Einschüchterung ist wieder zur Staatspflicht erhoben worden. Die Vorgänge in Peking erinnern an die Unterdrückung der Unabhängigkeitsbestrebungen in Tibet, die ebenfalls mit brutaler Gewalt unterdrückt wurden.

Gegen diese Niederwalzung freiheitlicher Regungen ist im Namen der Menschenrechte und der Selbstbestimmung, im Namen der Freiheit, zu protestieren. Das Ansehen der Volksrepublik China hat in der freien Welt durch diese Vorgänge schweren Schaden erlitten. Die Erklärung des Bundesrates, die das Empfinden des ganzen Schweizervolkes zum Ausdruck gebracht hat, wird von der FDP-Fraktion voll unterstützt, und ich möchte Herrn Bundesrat Felber auch ausdrücklich danken für seine Erklärungen von heute und für die diplomatischen Schritte, die er unternommen hat.

Die Ereignisse haben gezeigt, dass die Öffnung und die Reform totalitärer Regimes einer Gratwanderung gleichen, denn irgendwann stellt sich die entscheidende Frage: Wieviel Marktwirtschaft, wieviel freie Diskussion, wieviel Demokratie ist zulässig, ohne dass das Machtmonopol der kommunistischen Partei oder anderer diktatorischer Machtorganisationen aufgehoben wird?

Wir haben in den letzten Jahren erstaunliche Beispiele der Öffnung, auch der Archive, und der Suche nach der historischen Wahrheit in kommunistischen Ländern erlebt. Nur in wenigen Fällen – Ungarn und zum Teil Polen – ist bisher aber ein Pluralismus ausserhalb der kommunistischen Partei zustande gekommen. Das Beispiel China zeigt, dass eine echte Demokratisierung im westlichen Sinne – auch der politischen Institutionen – und die Abschaffung des Machtmonopols der Partei für viele kommunistische Machthaber immer noch höchst verwerfliche Gedanken sind und eine Rückwärtsbewegung in die Unterdrückung, in jene Angst auslösen können, die alle totalitären Regimes charakterisiert. Darum gilt es, die Öffnungs- und Reformbestrebungen auch in der Sowjetunion vorurteilslos und in Würdigung ihres ganzen Ausmasses zu verfolgen und durch Kontakte und andere Massnahmen zu fördern, aber nicht in blinde Euphorie zu verfallen, die die Grenzen der bisherigen Entwicklung und ihre noch zu überwindenden grossen Hindernisse übersieht. Auch mit den Reformkräften in China sind diese Kontakte wieder aufzunehmen, sobald dies möglich ist.

Die Ereignisse in China lehren aber auch, dass die Eisernen Vorhänge freiheitliches Gedankengut nicht aufhalten können, dass die Forderung nach Menschenrechten, nach Freiheit und Demokratie plötzlich dort auftreten kann, wo man sie gar nicht vermutet hatte, dass Gewalt und Terror diese Bewegungen zwar vorübergehend unterdrücken können, dass aber trotz allem der Geist weht, wo er will. Aus dieser Lehre ergibt sich für uns wohl die Verpflichtung, dass wir alles tun, um diesen fundamentalen Grundsätzen Nachachtung zu verschaffen, dass wir an den überaus zahlreichen Orten der Welt, wo die Menschenrechte und die Freiheit immer wieder mit Füßen getreten werden, unsere Stimme für diese Grundpfeiler eines menschenwürdigen Daseins deutlich erheben. Wir dürfen uns durch die erzwungene sogenannte «Normalität» nicht zum Schweigen verführen lassen. Nichts fürchten die Unterdrücker so sehr wie die Berichte über ihre Schreckenstaten in den Weltmedien. Wir haben unsern Beitrag zu leisten, um ihnen die Vernebelung und Verfälschung der Wahrheit zu verunmöglichen und das Vergessen zu verhindern.

Auf ständigen Druck der öffentlichen Weltmeinung reagieren Diktatoren empfindlich. Diesen Druck auch durch die schweizerische Öffentlichkeit aufrechtzuerhalten, scheint mir die Berechtigung dieser dringlichen Interpellation zu sein.

**M. Carobbio:** Pour les socialistes, la condamnation de la répression brutale des manifestations pacifiques en Chine est ferme et sans réserve, de même que l'indignation et la réprobation à l'endroit des premières exécutions de condamnés à mort. Ferme et nette est aussi la dénonciation des responsabilités des dirigeants chinois qui ont ordonné à des troupes de tirer et qui poursuivent dans la voie d'une politique de répression violente. Nous réfutons aussi la thèse des autorités chinoises selon laquelle il s'agit d'affaires internes et donc que les protestations et les condamnations constituent une ingérence. Nous ne pouvons considérer le non-respect des droits de l'homme, de la vie, les condamnations à mort et l'exécution de personnes pour délits d'opinion comme des affaires internes.

En effet, les dirigeants chinois, en réprimant par la violence un mouvement pacifique, qui demandait plus de liberté et plus de démocratie, ont montré leur incapacité – ce qui semble être une caractéristique du régime au pouvoir – à admettre le pluralisme politique, la conflictualité démocratique. Du reste, il faut le rappeler – ce n'est pas nouveau – les autorités ont fait preuve d'un comportement analogue, il y a quelques mois, au Tibet où ils ont réprimé par la force les aspirations à l'autonomie du peuple tibétain. La répression faite au nom du socialisme aggrave encore plus à nos yeux la responsabilité des dirigeants actuels de la Chine, indépendamment de ce que pourraient être les mérites antérieurs des autorités lors de la construction d'une Chine nouvelle.

En tant que socialistes qui ont toujours condamné les répressions des dissidences politiques, nous devons dire clairement que tout cela n'a rien à voir avec le socialisme tel que nous l'entendons, un socialisme qui considère la liberté, la démocratie, la solidarité, la non-violence comme les éléments constitutifs de sa pratique politique, ce qui n'est pas le cas des dirigeants actuels de la Chine.

En effet, ce qui s'est passé à Pékin démontre que les réformes économiques tant vantées aussi en Occident ne garantissent pas du tout un essor démocratique si elles ne sont pas accompagnées de réformes politiques. La modernisation économique pourtant nécessaire, sans la solidarité avec les plus faibles finit par créer, surtout dans les pays en voie de développement, un déséquilibre explosif – ce n'est pas un hasard si les étudiants sont morts en chantant l'Internationale, tout en élevant sur la place Tiananmen à Pékin la statue de la liberté – déséquilibre qu'il est illusoire de résoudre par les armes.

Pour toutes ces raisons, nous appuyons pleinement la protestation du Conseil fédéral concernant les événements en Chine et nous avons apprécié la rapidité avec laquelle elle a été émise et la clarté de la prise de position d'aujourd'hui du conseiller fédéral Felber. Nous souhaitons que soient conservées cette fermeté et cette rapidité, lorsqu'il s'agira encore de con-

damner la politique de répression et aussi – permettez-moi de le rappeler – dans tous les autres cas où il y a répression violente des droits de l'homme.

Pour les socialistes, en matière de droits de l'homme, de liberté et de démocratie, il ne peut y avoir deux poids et deux mesures. C'est la raison pour laquelle nous ressentons avec malaise la retenue que certains milieux – il est vrai surtout en dehors de la Suisse – affichent face aux événements chinois, retenue dictée par la préoccupation de ne pas rendre trop difficiles les relations économiques avec le grand pays d'Orient. Un tel comportement, sur lequel on peut-être misé les autorités chinoises, ne peut être le nôtre.

C'est la raison pour laquelle, surtout après les premières exécutions de condamnés à mort d'hier, sans être favorables à des gestes spectaculaires, nous souhaitons de la part des milieux économiques qu'ils utilisent leur position pour faire toutes les pressions possibles sur les dirigeants chinois, afin qu'ils modifient leur politique de répression sanglante. Ils en ont la possibilité et les moyens. Il suffit de rappeler ici le rôle envers la Chine des succursales de banques suisses à Hongkong. Quant au Conseil fédéral, tout en comprenant la nécessité de faire une distinction entre le peuple et les dirigeants chinois, nous lui demandons de faire toujours preuve de fermeté et d'intransigeance en transmettant au gouvernement chinois et aux responsables du parti la condamnation du peuple suisse pour leur politique actuelle et le non-respect des droits de l'homme.

Tout en réitérant à M. Felber notre approbation pour ses déclarations, j'aimerais encore lui demander quelles sont les dispositions, en cas d'autres condamnations à mort, que le Conseil fédéral entend prendre pour affirmer encore plus notre réprobation et quels sont aujourd'hui les rapports à l'échelon étatique que la Suisse entretient avec la Chine? Et encore, quelles sont les possibilités du Conseil fédéral, à travers ses contacts, spécialement dans le domaine humanitaire et dans celui de l'aide au développement, d'influencer et de faire pression sur les autorités chinoises? Et que pense-t-il également de la possibilité de suspendre l'accord de collaboration nucléaire récemment conclu avec ce pays?

**Zbinden Hans:** Nach den Worten von Herrn Bundesrat Felber ist es schwierig, hier noch weitere Aspekte zu beleuchten. Er hat das bereits eindrücklich gemacht. Ich möchte aber trotzdem noch zwei, drei weitere Perspektiven eröffnen.

Wenn ich einen Titel über meine Ausführungen stellen müsste, dann würde ich sagen: Ein allgemeiner Protest und eine Abscheu suchen eine sinnvolle und zweckmässige Form.

Hier in diesem Saal und auch draussen in der Bevölkerung herrscht Einstimmigkeit, wenn es um den Ausdruck der Enttäuschung nach diesen Vorgängen geht: erstens nach dieser schwarzen Nacht Anfang Juni, aber dann vor allem wegen dem sogenannten weissen Terror, der nachher mit den Verhaftungen, Verhaftungen, Denunziationen, Schauprozessen und den prophylaktisch gedachten Todesurteilen folgte.

Wenn es darum geht, unter schweizerischen Bedingungen Formen zu finden, die in diesem grossen Land eine Wirkung haben, dann teilen sich wahrscheinlich die Geister. Dann gibt es nicht mehr einen einstimmigen Chor, dann – so bin ich überzeugt – kann es auch einen mehrstimmigen Chor geben. Wenn wir die kurze Geschichte der Reaktionen betrachten, nicht nur diejenigen der Schweiz, sondern auch diejenigen der Vereinigten Staaten, der EG, der Sowjetunion, dann stellen wir fest, dass der erste Protest sehr massiv war, dass aber bald – und das will ich offen sagen – ökonomisches Kalkül hineinspielte. China wird vor allem als zukünftiger wirtschaftlicher Markt, als Option für Investitionen und Güter betrachtet. Deshalb ist es auch erklärlich, dass die Reaktionen auf die Vorfälle in China moderater waren als 1956 in Ungarn und 1968 in der Tschechoslowakei.

China mit seiner völlig anderen Tradition und Kultur kennt andere Werte und andere Vorstellungen von Strafen. Im Fall von Salman Rushdie ging es uns ähnlich: die Reaktion von Iran war für uns unbegreiflich. Deshalb ist es für die Schweiz schwierig, wirkungsvoll auf die politischen Institutionen in China einwirken zu können.

Für uns ist es wichtig, dass auf dem Altar der wirtschaftlichen Interessen, der Zukunftsinteressen, nicht der gegenwärtige Prozess geopfert wird. So wie es aussieht, anerkennen die Chinesen momentan nur eine Sprache: Es ist die Sprache der wirtschaftlichen Macht. Wir haben erkennen müssen, dass sie die Öffnung des ökonomischen Systems nicht mit der Öffnung des politischen Systems parallelisieren wollen. Sie wünschen so schnell wie möglich die Normalität des business as usual. Das entspricht natürlich auch unseren ökonomischen Interessen. China will zurzeit nur die Sprache der Devisen, der Investitionen und des Know-how verstehen. Nur mit einer konzentrierten Aktion in diesem Bereich könnte es uns gelingen, eine kleine Wirkung zu erzielen. Allein können wir wenig machen.

Unser Handelsvolumen beträgt etwa ein Prozent des Handelsvolumens Chinas. Daran sieht man auch die Einflussmöglichkeit. Doch möchte ich dem Bundesrat und den schweizerischen Unternehmen in China etwas zu bedenken geben: Ich habe nachgeschaut, wie viele Handelsvereinbarungen bestehen, und ich war relativ erstaunt, dass wir im Verlaufe der letzten Jahre vielfältige Beziehungen mit China aufgebaut haben: Ein Handelsabkommen im Jahre 1974, etwas später ein wechselseitiges Abkommen über den Schutz und die Förderung von Investitionen; es gibt ein Nuklearabkommen. Inzwischen haben Sie sicher mitbekommen, dass die Elektrizitätsunternehmen daran sind, Verträge im Bereich der Brennelemente zur Wiederaufbereitung in China oder im Sinne der Endlagerung abzuschliessen. Die SBB haben einen Rahmenvertrag mit China abgeschlossen, die PTT – und das finde ich ganz interessant – haben im Bereich der Kurzwellensender einen Vertrag abgeschlossen, wonach in beiden Ländern Sender eingerichtet wurden, um tagtäglich zwei Stunden Sendungen zu verbreiten. Ich denke aber auch an die Gatt-Verhandlungen, in welchen es um die Aufnahme Chinas geht. Die Schweiz hat im Gatt eine gewichtige Stimme. Wir müssen zumindest überlegen, wie wir über diese Kanäle unseren Protest zum Tragen bringen können. Wir wollen dort zeigen können, dass es bei uns keine Trennung im chinesischen Sinne zwischen politischer und ökonomischer Öffnung gibt.

Zu den Unternehmungen: Im Verlaufe der letzten Jahre haben vor allem die ganz grossen schweizerischen Unternehmungen im Rahmen von joint ventures in China Fuss gefasst, Schindler zum Beispiel als einer der Pioniere in diesem Bereich; Ciba-Geigy ist daran, verschiedene Unternehmungen aufzubauen; dann wissen wir aber auch, dass Nestlé ein grösseres Projekt in der Mandschurei entwickelt. Wir verlangen nicht einen Rückzug. Die Unternehmen haben ja die meisten Leute in einen Warteraum im Bereich Singapore und Umgebung zurückgezogen, die gehen dann wieder zurück. Unser Wunsch ist aber, man möge versuchen, in die Kontakte mit den chinesischen Industriellen und Behördenmitgliedern – die zum Beispiel auch Herr Blocher hat – unsere Haltung einzubringen, indem man auch dort zeigt, dass wir nicht geneigt sind, wieder so schnell wie möglich zur Normalität zurückzufinden.

Zum Schluss: Wir können einen kleinen Beitrag leisten, bildhaft: die Maus einerseits und der riesige Elefant andererseits. Aber im moralischen Bereich ist es wichtig, dass wir auf diese grosse Frage – auch nur kleine – Antworten finden. Wir müssen diese Antworten geben. Dass der Bundesrat bis jetzt so schnell reagiert hat und dass er versucht hat, Antwort zu geben, schätzen wir sehr.

*Antrag der LdU/EVP-Fraktion  
Proposition du groupe AdI/PEP*

**Präsident:** Es sind neun Redner eingeschrieben. Einige haben den Wunsch geäussert, sich gleichzeitig auch zum Antrag der LdU/EVP-Fraktion äussern zu können, um nicht zweimal an die Tribüne zu gehen. Deshalb hat Frau Grendelmeier jetzt das Wort zur Begründung ihres Antrages.

**Frau Grendelmeier:** Der Antrag des Landesrings spiegelt gleichzeitig auch die Meinung des Landesrings zum Problem China. Ich möchte Herrn Bundesrat Felber im Namen der

Fraktion danken für seine Worte, die er heute in aller Deutlichkeit gesprochen hat, vor allem aber auch, dass er so schnell und deutlich reagiert und nicht gewartet hat, bis er vom Parlament darauf aufmerksam gemacht wurde. Dafür möchte ich Ihnen sehr herzlich danken.

Warum stellen wir diesen Antrag? Wir sind der Meinung, dass eine Interpellation unserem Parlament eine Möglichkeit gibt, über aussenpolitische Angelegenheiten zu diskutieren, aber wir sind auch der Meinung, dass eine solche Diskussion nicht einfach in der Luft verpuffen soll, sondern dass dieses Parlament eine Erklärung abgeben soll und damit eine Handlung vollziehen und dadurch auch den Bundesrat stärken soll. Ich bin mir bewusst, dass gegenüber diesem Instrument sehr viel Skepsis vorhanden ist. Es wurde uns als erstes gesagt: Wir haben keine Möglichkeit, eine Resolution zu fassen, eine Erklärung abzugeben. Das gibt es in unserem Parlament nicht. Und wenn Sie das im Geschäftsverkehrsgesetz oder im Reglement nachschauen, dann gibt es dieses Instrument tatsächlich nicht. Aber es ist auch nicht verboten. Wir sind ein Parlament, das selber entscheidet über seine eigenen Instrumente. Es gibt vielleicht dadurch den Anstoss, dass wir uns für spätere Zeiten überlegen, ob wir das nicht auch ganz offiziell als Instrument in unser Gesetz einbauen sollen.

Es ist uns durchaus bewusst, dass traditionellerweise der Bundesrat für die aussenpolitischen Angelegenheiten zuständig ist und dass sich das Parlament auf die inneren Belange der Politik zu beschränken hat. Diese Aufgabenteilung mag ihre Berechtigung gehabt haben. Sie ist zu einer Zeit entstanden, wo sich die Schweiz auf einer Insel wähnte, wo sie sich autark wähnte, wo sie noch nicht zur Kenntnis nahm, dass sie auch schon damals Teil eines Ganzen, Teil des Weltganzen ist. Sie wird es immer mehr, und was mich freut, ist, dass das auch zur Kenntnis genommen wird. So haben wir längst das Prinzip der Arbeitsteilung auf diesem Sektor durchbrochen, nicht nur seinerzeit im Falle Ungarns oder der Tschechoslowakei, sondern auch in allerjüngster Zeit bei der Uno- oder der Rumänien-Debatte. Es wird immer mehr in dieser Richtung gehen und gehen müssen. Es ist meines Erachtens nicht angängig, dass sich nur die Regierung zu aussenpolitischen Fragen äussern soll, sondern auch das Parlament als Vertreter des Volks soll das tun. Deshalb haben wir uns trotz aller verfahrenstechnischer Bedenken, die geäussert werden können, erlaubt, diesen Vorschlag zu machen, dass wir eine Erklärung abgeben, und zwar als Parlament.

Wenn ich hier geschrieben habe, wir sollen eine solche Erklärung beraten und beschliessen, dann heisst das nicht im Sinne einer Detailberatung, wo man um einzelne Wörter feilscht, sondern als Prinzip. Wenn es tatsächlich Aenderungen geben sollte, kann man das der Redaktionskommission übergeben. Wichtig scheint mir, dass wir uns äussern.

So bitte ich Sie, dass wir über alle verfahrenstechnischen Bedenken hinweg einen politischen Willen manifestieren und als Parlament zu verstehen geben, dass wir Vertreter des Volkes sind, und dass das Volk vermutlich zu einem hohen Prozentsatz gleich denkt wie unsere Regierung.

Ich bitte Sie, unserem Antrag zuzustimmen.

**Sager:** Es ist eines, dass 100 000, 200 000, 300 000 Studenten in der Hauptstadt, Zehntausende in den grösseren Provinzstädten die Funktionen des Staates lahmlegen können. Es ist ein anderes, dass dieser Staat auf die Gewaltanwendung verzichtet und kurz danach, ohne ein Gespräch zu suchen, ohne eine Warnung auszusprechen, ohne ein Ultimatum zu stellen, mit Brachialgewalt vorgeht und das Feuer auf friedliche Demonstranten – mit traurigem Erfolg – eröffnet. Es gehört zu diesem anderen, dass inzwischen Todesurteile nicht nur gefällt, sondern sogar vollstreckt worden sind. Die Führung dieses Staates hat ihr Gesicht verloren, das Vertrauen des eigenen Volkes und der Völker dieser Welt eingebüsst, das sie sich in zwei Jahrzehnten der Öffnung – wenigstens auf wirtschaftlichem Gebiet – erworben hat. Deshalb sind die Dogmatiker in Beijing schon heute nur noch Männer von gestern.

Aus diesen Trümmern werden sich die Reformer gestärkt erheben, denn das Zeitalter der Demokratie ist weltweit angebrochen. Diese Bewegung kann durch entsetzliche Rückfälle

dieser Art allenfalls verzögert, aber gewiss nicht mehr aufgehalten werden. Deshalb schulden wir den Opfern auf den Plätzen und Strassen Chinas unser Gedenken in Dankbarkeit.

Es muss bei solchen Erklärungen bleiben; denn wir haben den Versuch unternommen, in einer Revision des Reglementes den beiden Kammern die Möglichkeit zu schaffen, sich zu aussenpolitischen Problemen zu äussern. Dies ist abgelehnt worden. Ich meine, das ist kein Schaden; denn das Volk kann sich mit der Erklärung des Bundesrates – der allein zuständig ist für die Führung der Aussenpolitik, das Parlament hat bloss begleitende Funktion – am 5. Juni und heute vollständig identifizieren.

**Meler-Glattfeld:** Es gibt ein über 3000 Jahre altes chinesisches Wort: «Das Wesen des Herrschers ist der Wind. Das Wesen des Volkes ist das Gras. Wenn der Wind über das Gras streicht, hat es sich zu beugen. Wer sich nicht beugt, wird gebrochen.» Die gewaltfreie Demonstration Hunderttausender auf dem Platz des Himmlichen Friedens für mehr Freiheit und Demokratie hat als weitaus bedeutendste gewaltfreie Aktion der Gegenwart in aller Welt Zustimmung und Bewunderung ausgelöst. Mit ihr verband sich die Hoffnung auf mehr Demokratie und Freiheit im volkreichsten Land der Erde. Mit dem beispiellos grausamen Niederwalzen der Demonstrierenden ist diese Hoffnung im Blut von Tausenden erstickt worden. Eigentlich hätten wir es wissen können. Das Blutbad, das die chinesische Führung unter ihrer eigenen Bevölkerung angerichtet hat, ist kein Einzelfall. Aber ein erstes Mal ist die sorgsam aufgesetzte und gepflegte Maske des Regimes vor den Augen der Weltöffentlichkeit verrutscht und hat dessen wahres Antlitz entblösst.

Trotz ihrer Verstösse gegen die Menschenrechte in Tibet war die chinesische Führung bis heute weitgehend geschützt vor internationaler Kritik. Im krassen Gegensatz zur üblichen Freiheitsrhetorik hat die internationale Gemeinschaft Chinas fortgesetzte kulturelle, religiöse und politische Unterdrückung des tibetanischen Volkes und die illegale Besetzung Tibets weder verurteilt noch versucht, China durch handelspolitische Massnahmen zur Aenderung seiner Politik zu veranlassen.

Mit derselben Brutalität und Verachtung für das Leben ist das chinesische Militär in Tibet gegen friedliche und unbewaffnete Demonstranten vorgegangen. Ueber Lhasa wurde das Kriegrecht verhängt. Seit vier Monaten ist Tibet hermetisch vom Rest der Welt abgeriegelt. Das Militär und die Sicherheitskräfte haben freie Hand. Nach tibetischen Informationsquellen sind seit den Unruhen im März 1989 rund 800 Tibeter und Tibeterinnen getötet worden. Isoliert von der Aussenwelt muss das tibetische Volk seit nunmehr über vierzig Jahren diese rohe Fremdherrschaft erdulden. Sein Leiden und sein Ruf nach Gerechtigkeit blieben unbeachtet.

Die grüne Fraktion dankt der Schweizer Regierung, dass sie als eine der ersten Regierungen der Welt die Ereignisse in China verurteilt hat. Wir danken Herrn Bundesrat Felber auch für die heutigen Worte. Er hat uns aus dem Herzen gesprochen. Wir hoffen, dass dieser Protest weltweit immer stärker wird. Denn einem solchen Regime muss die Gemeinschaft der Völker entschlossen entgegenreten und den Machthabern zeigen, wie isoliert sie sind. Aber die Unterdrückung der Grundfreiheiten und die Verletzung der Menschenrechte des chinesischen Volkes dürfen nicht allein angeprangert werden. Vergessen wir nicht, gleichzeitig auch für Tibet Menschenrechte und Freiheit zu fordern.

**M. Guinand:** Au nom du groupe libéral, je voudrais m'exprimer brièvement dans ce débat, pour dire au Conseil fédéral que nous approuvons pleinement son attitude et que nous l'encourageons à poursuivre dans la voie qu'il nous a indiquée tout à l'heure. La gravité des événements auxquels nous avons assisté, les brutalités de la répression, le recours à des procédures sommaires de jugement et les exécutions sans appel qui viennent d'intervenir suscitent notre colère, notre émotion et notre tristesse. Nous l'avons écrit à l'ambassadeur de Chine en Suisse, au nom des universités et Hautes Ecoles de Suisse. Nous le répétons ici d'autant plus que les récents développements de la situation en Chine, particulièrement

dans le monde universitaire, n'ont fait qu'aggraver notre inquiétude. L'avenir de nos relations avec la Chine est désormais sérieusement compromis. Nous le regrettons, car au cours de ces dernières années, les contacts établis – je pense surtout aux contacts scientifiques auxquels j'ai pris personnellement une part active – échanges de professeurs, de chercheurs, d'étudiants, de programmes – et qui s'étaient développés de manière harmonieuse et dans un climat de confiance et de liberté réciproque. Hélas, nos espoirs sont aujourd'hui déçus et notre amertume est très vive. Nous ne savons pas comment ils pourront renaître dans un proche avenir.

Aux réactions de la Communauté internationale, le gouvernement chinois répond que les Etats étrangers n'ont pas à s'immiscer dans les affaires intérieures de leur pays et qu'il ne cédera pas à la pression extérieure. La Suisse a été un des premiers pays à reconnaître la République populaire de Chine, cela a déjà été dit tout à l'heure. C'était bien normal, puisque la Suisse reconnaît les Etats et non les gouvernements. C'est justement parce que notre pays ne reconnaît pas les gouvernements en temps que tels, qu'il est parfaitement autorisé à manifester sa désapprobation, son attachement au principe de la liberté, de la démocratie et du respect des droits de l'homme et à condamner leur violation.

Notre appui au Conseil fédéral est donc entier. Le groupe de l'Alliance des indépendants et du Parti évangélique populaire nous propose d'adopter une déclaration à l'intention du gouvernement chinois. Nous adhérons évidemment au contenu de cette déclaration. Nous ne pensons pas, cependant, que notre conseil puisse l'adopter sans violer le principe qui veut que les relations de la Suisse avec les pays étrangers se fassent exclusivement à travers la compétence du Conseil fédéral. Mais il est bien évident, en tout cas à titre personnel, que je signerai volontiers la lettre dont le contenu nous a été proposé par le groupe AdI/PEP. Nos collègues de l'Assemblée nationale française ont observé une minute de silence à la mémoire des victimes de la répression chinoise. C'est aussi une manière d'exprimer dans la dignité l'intensité des sentiments que l'on ressent aujourd'hui. Ne pensez-vous pas, Monsieur le président, que nous pourrions en faire de même? Je vous en laisse juger.

**Mühlemann:** Die Tatsache, dass sich der Weltkommunismus heute in einer existentiellen Krise befindet, verdient es, dass wir auch in diesem Parlament eine aussenpolitische Debatte führen. Der griechische Staatsmann Perikles hat einmal mehr recht bekommen, als er sagte, jedes System gehe an seiner Uebertreibung zugrunde. Was sich die Machthaber in Peking und in Moskau in den vergangenen Jahrzehnten geleistet haben, ist eine Uebertreibung an Kollektivierung, ist eine Uebertreibung an staatlicher Dominanz, die dazu geführt hat, dass es in diesen Ländern nicht nur an persönlicher und politischer Freiheit mangelt, sondern dass eine dirigistische Planwirtschaft auch zu konkursähnlichen Situationen in der Wirtschaft geführt hat.

Wenn heute die reichste Kornkammer der Welt, die Ukraine, von aussen mit Lebensmitteln versorgt werden muss, dann wissen wir, warum Gorbatschow Glasnost und Perestroika predigen muss. Nicht aus einer pazifistischen Grundhaltung heraus muss er abrüsten, sondern er muss wirtschaftlich aufrüsten, um zu überleben. Das gleiche gilt auch für China, wobei China den Vorteil hat, dass es im Gegensatz zur Stalin-Aera die Landwirtschaft nicht zerstörte. Aber China glaubt, im Gegensatz zu Russland, wirtschaftlich aufrüsten zu können ohne Perestroika, ohne Mitwirkung des Volkes. Diese Tatsache wird sich eines Tages rächen, Herr Sager mag recht haben, aber wir stehen heute, 200 Jahre nach der französischen Revolution doch vor der Tatsache, dass wir selbst 50 Jahre brauchten, um die persönlichen und politischen Freiheitsrechte einzuführen.

Wir müssen darum gelassen Dinge hinnehmen, die man nicht sofort ändern kann. Aber wir müssen auch den Mut haben, dort Einfluss zu nehmen, wo man das tun kann. Wir besitzen die Gesinnungsneutralität nicht. Jedermann in diesem Volk kann protestieren, und ich protestiere hier als einzelner Volks-

vertreter gegen die brutalen Ereignisse in Peking. Ich hoffe auch, dass unsere Medien weiterhin protestieren werden, denn das ist etwas, was auch in den finstersten Stuben der Diktatur gehört wird.

Alles andere ist eine Angelegenheit unserer Neutralitätspolitik. Wir sind zwar aufgrund der Verfassung dafür verantwortlich – das Parlament hat hier etwas zu sagen –, aber es ist richtig, dass die Führung der Aussenpolitik in den Händen des Bundesrates liegt, und ich glaube, dass der Bundesrat sich richtig verhalten hat. Er hat über seine diplomatischen Möglichkeiten Protest eingelegt und auch Massnahmen getroffen, wie etwa die Unterbindung des Waffenhandels. Herr Bundesrat Felber, Sie haben im Sinne der klaren, eidgenössischen neutralitätspolitischen Haltung richtig gehandelt, und es ist zu begrüssen, dass unser Botschafter Schurtenberger dort geblieben ist, dass er nicht nur geholfen, sondern auch protestiert hat. Ich nehme an – Herrn Zbinden –, dass alle weiteren Vertreter der Schweiz, von Herrn Blocher angefangen bis hin zu den Swissair-Kapitänen, an Ort und Stelle ihre eigene Meinung deutlich sagen werden.

Und das genügt eigentlich, Frau Grendelmeier. Aus diesen Gründen bin ich der Meinung, wir sollten es bei dieser Art schweizerischen Protestes bewenden lassen. Der Bundesrat hat richtig gehandelt. Er verdient unsere Unterstützung, und wir hoffen, dass wir klar und eindeutig diesen Kurs gehen, im Interesse der Freiheit im globalen Raum.

**Keller:** Es ist richtig, dass wir uns trotz der Fülle unerledigter Geschäfte einige Augenblicke mit den Vorgängen in China beschäftigen. So bot sich Gelegenheit, dass unser Aussenminister im Parlament der Öffentlichkeit die Haltung der Regierung zu den Vorkommnissen in China darlegen konnte. Er äusserte sich auch dazu, wie sich die Dinge seit der gewalttätigen Niederschlagung der Demonstrationen weiter entwickelt haben. Denn mit der Niederschlagung der Demonstration sind die brutalen Massnahmen der chinesischen Führung nicht abgeschlossen. Gegenwärtig werden wir am Fernsehen Zeugen von Schauprozessen im Schnellverfahren. Bundesrat Felber hat sich auch zu dieser Phase geäussert. Ziel dieser Prozesse ist es doch, die Protestbewegung für mehr Menschenrechte und Demokratie als Konterrevolution abzustempeln und den falschen Eindruck zu erwecken, es habe sich um nichts anderes gehandelt als um zerstörerische Machenschaften krimineller Elemente. Es war nötig, dass unsere Regierung auch hier unmissverständlich sagte, dass sie diesen Manipulationsversuch zur Umdeutung der Ereignisse von sich weist.

Wer wie ich China vor knapp einem Jahr bereisen durfte und dabei Gelegenheit hatte, mit Vertretern der Regierung und des Volkskongresses zu sprechen, ist vom Einsatz der Armee gegen die Bevölkerung und von der gewalttätigen Ausschaltung der Opposition besonders bestürzt und betroffen. Denn die chinesischen Politiker waren trotz der enormen Probleme, die dieser 1,1-Milliarden-Staat zu bewältigen hat, von einem grossen Optimismus für die Zukunft getragen. Die chinesischen Politiker haben uns ebenso einhellig erklärt, dass sich China beharrlich, aber unbeirrbar auf dem Wege der Reform und der Öffnung befinde. Zwar – und das war unüberhörbar – hätte diese Reform in wohlgeordneten Schritten zu erfolgen. Bevor man den zweiten Schritt mache, wolle man überprüfen, ob der erste die richtige Wirkung gezeitigt habe.

Dieser Prozess der Liberalisierung geht aber für viele Chinesen zu schleppend voran. Da dieser Prozess zudem auf den Bereich der Wirtschaft eingeschränkt bleiben soll, stösst er ganz offensichtlich auf die Kritik und den Unmut insbesondere der jungen Generation, die mehr persönliche Bewegungsfreiheit, politische Mitsprache, Demokratie und weitere Menschenrechte verlangt.

Das sind ohne Zweifel echte Spannungen. Dass sich die oberste Führung in dieser Situation nur noch mit dem Griff zur brutalen Macht zu helfen wusste, ist erschreckend und muss uns zugleich Anlass dazu sein, uns vor allzu euphorischen Gefühlen zu hüten. Es bleibt eben doch die Erkenntnis, dass das, was da sich freudig zu regen schien, tödlich bedroht wurde. Der Vorgang zeigt doch auch, wie verwundbar das Leben ei-

nes Volkes ist, wenn seine Ordnung nur in den Köpfen seiner obersten Führung gemacht wird.

Der Bundesrat hat das brutale Einschreiten der chinesischen Führung gegen das eigene Volk mit klaren Worten verurteilt. Dafür verdient er Anerkennung. Natürlich kann niemand die chinesische Führung eines Besseren belehren, wenn sie das nicht selber will. Ich bin aber überzeugt, dass die Kritik der Schweiz, die in China ein hohes Ansehen hat – nicht zuletzt auch deswegen, weil sie 1950 als eines der ersten Länder Rotchina anerkannte –, nicht unbemerkt bleibt und zugleich von den betroffenen Bürgerinnen und Bürgern als Akt der Solidarität empfunden wird. Mit dem Verbot von Waffenlieferungen hat der Bundesrat zudem ein weithin sichtbares Zeichen gesetzt, das seine Wirkung nicht verfehlt.

Wenn sich der Bundesrat – zumindest zur Stunde – weiterer Massnahmen enthält, handelt er in kluger Vorsicht. Denn Massnahmen gegenüber China müssen bezüglich ihrer Wirkung auf weite Sicht beurteilt werden. Sie sollten dem übergeordneten Ziel entsprechen, den Weg Chinas auf Reform und Öffnung hin zu begünstigen und nicht zu behindern. Mit seiner Bevölkerung von über 1 Milliarde ist China ein entscheidender Faktor für die Stabilität der Welt.

**Blocher:** Ich kenne China relativ gut, sofern man China kennen kann. Ich habe keine Firmenstützpunkte oder so etwas in China, aber wir bauen seit Jahren für die Chinesen Fabriken und bilden hier in der Schweiz Chinesen für die Leitung von Fabriken aus. Wir haben auch heute keine Leute abgezogen; unsere Ingenieure bleiben auf den Bauplätzen. Das nur zu Herrn Zbinden betreffend Abzug von Leuten.

Ich habe Verständnis für die Empörung gegen diese Schrecklichkeiten in China. Ich bitte zu bedenken: China ist Orient. Aber China ist nicht nur Orient, China ist China. China zu verstehen, ist für uns praktisch nicht möglich. Das Erstaunlichste im Westen scheint mir die Ueberraschung über die vorgefallenen Ereignisse. Ich wundere mich, das man hier überrascht war, dass solches oder ähnliches passieren kann. Die Auseinandersetzungen sind vorprogrammiert gewesen, und sie werden vorprogrammiert bleiben.

China lebt seit Tausenden von Jahren in tiefsten Widersprüchen. Die Regierung verdeckt diese Widersprüche nicht einmal, sondern sie bekennt sich offen zu diesen Widersprüchen. Jeder von uns hätte den Widerspruch sehen können, sehen müssen. Denn die Regierung in Peking hat es immer erklärt: Wir öffnen, wir liberalisieren, wir demokratisieren. An der Vorrherrschaft des Sozialismus gibt es nichts zu rütteln. Die Vorrherrschaft der kommunistischen Partei bleibt. Das ist ein Widerspruch in sich selbst. Eines Tages findet die Auseinandersetzung statt, nämlich dann, wenn das eine oder das andere oder beides Oberhand gewinnen will. Der Weg in diesen Ländern wird noch mit zahlreichen solchen und ähnlichen Konflikten beladen sein. Das gilt nicht nur für China, das gilt auch für die Sowjetunion. Ich bitte Sie, das zu bedenken. Wenn ich jetzt die westeuropäische Euphorie anschau, ist das zu bedenken. Es kann sein, dass es zu solchen innerstaatlichen Konflikten kommt oder – und das ist noch häufiger – dass es zu Kriegen nach aussen kommt, um von den eigenen Schauplätzen abzulenken. Das ist realistische Beurteilung. Peking hat nie ein Geheimnis daraus gemacht. Peking will sozialistisch und kommunistisch bleiben. Russland umschreibt es nicht gleich, aber ähnlich und verstrickt sich in solche Widersprüche.

Zur Armee: Es ist interessant: In den letzten Jahren konnten westliche Zeitungen nicht einmal den Namen der chinesischen Armee richtig schreiben. Sie haben immer «Volksarmee» geschrieben. China hat keine Volksarmee. China hat eine Volksbefreiungsarmee. Das ist der genaue Name. Wenn Sie wissen, warum die Armee geschult wird, merken Sie, was damit gemeint ist.

Das Sprichwort, das Sie zitiert haben, ist aus vorkommunistischer Zeit, aber es bezeichnet das Verhältnis der Macht in China. China hat andere Begriffe für Macht und Menschenrechte. Unser Begriff «Menschenrechte» ist überhaupt nicht zu transferieren, ist schon von Konfuzius anders geprägt. China war nie eine Demokratie, wusste auch nicht, was das ist. Das sind ganz grosse Umschichtungen, tausend Jahre alte Ein-

richtungen werden umgeschichtet. Sie haben auch den Hang der Chinesen zum Stärkeren gespürt, immer zur Macht. Diese Frage war an diesem Samstag und Sonntag in Peking bei der Armee entscheidend: Welche Person in der Regierung wird die Oberhand gewinnen? Als die Würfel gefallen waren, war es klar: Man hat sich auf die stärkere Seite zu schlagen. Dann kommen alle diese Grässlichkeiten wie Denunziation von Geschwistern, die Mutter, die den Sohn anklagt usw. Todesstrafe gab es in China schon immer. China gibt nicht alle Todesstrafen bekannt. Heute werden die Todesstrafen der Öffentlichkeit aus Abschreckungsgründen bekanntgegeben. Ein altes Mittel!

Das sind die Realitäten. Ich muss Ihnen sagen: Proteste von uns – das habe ich auch erfahren – bewirken bei den Chinesen sehr oft das Gegenteil. Chinesen haben ein ausserordentliches Nationalbewusstsein. Sie schlagen rasch um in Feindschaft gegenüber dem ausländischen Staat. Ich bitte Sie, das zu bedenken. Nicht, dass Sie glauben, ich könne diese Vorkommnisse gutheissen; aber ich bitte Sie, das zu bedenken.

**Frau Segmüller:** Ist China auf der Schwelle zum 21. Jahrhundert im Begriff rückwärtszugehen, ist, was in den siebziger Jahren nach Beendigung der Kulturrevolution so hoffnungsvoll mit einer wirtschaftlichen Öffnung begann, zerschlagen? Ich weigere mich, mich damit abzufinden. Die Schweiz hat seit jeher gute und pionierhafte Beziehungen mit dem chinesischen Volk. Die Schweiz war ja das erste Land, das die Volksrepublik China anerkannte. Wir haben auch in wirtschaftlicher Beziehung pionierhaft gehandelt. Die Schweiz hat als erstes Land Joint ventures mit China abgeschlossen. Es gibt auch zahlreiche Partnerschaften zwischen Kantonen, Städten und Universitäten mit den entsprechenden Partnern in China.

Wir alle sind entsetzt über die tragischen Ereignisse, insbesondere über die Hinrichtungen, die bereits stattgefunden haben oder noch drohen. Die Gefahr, dass eine ganze junge Generation kriminalisiert wird, ist nicht von der Hand zu weisen.

Sicher: Der Ruf nach Demokratie, der da und dort in China laut wurde, wurde vom Westen überschätzt und falsch interpretiert. Das ist um so tragischer, als ja am Ursprung der Demonstrationen der Ruf nach Sauberkeit und Transparenz innerhalb der Partei stand.

Mit den Massnahmen des Bundesrates sind wir zufrieden. Wichtig ist, dass der Westen jetzt nicht die Türen zuschlägt, China politisch nicht ins Abseits stösst. Die Schweiz geniesst aufgrund ihrer pionierhaften Rolle ein hohes Ansehen in China. Und ich bitte den Bundesrat heute, auf diesem Ansehen aufbauend, nicht bei den Verurteilungen stehenzubleiben. Es gilt, nicht einfach zu protestieren, sondern alles in unserer Macht stehende zu unternehmen für positive Aktionen, sobald solche möglich sind, sei es auf humanitärem Gebiet, sei es auf dem Gebiet der Ausbildung und Kultur, die Kontakte weiterzupflegen, sie nicht abreißen zu lassen.

China hat in der Kulturrevolution praktisch eine junge Generation verloren. Die Schweiz kann mit einem solchen Angebot der ausgestreckten Hand mithelfen, dass nicht eine zweite junge Generation verstummt. Den Weg ins 21. Jahrhundert zu öffnen, mitzuhelfen, dass auch im Ansehen der Welt China diesen Weg mit dem Blick nach vorn gehen kann und nicht mit dem Rücken nach vorn. Das würde der bisherigen Haltung der Schweiz gegenüber China entsprechen. Ich bin dankbar, wenn der Bundesrat alles in seiner Macht Stehende unternimmt, um in dieser Beziehung etwas zu erreichen, und wenn er seine positive Haltung gegenüber dem geplagten Volk in China beibehält.

**Müller-Aargau:** Ich habe nicht im Sinn, zum Thema China noch weiteres beizufügen; es ist alles Wesentliche gesagt worden.

Ich möchte nur zum Verfahren sprechen, besser gesagt, zu den Kritiken, die hier am Vorschlag meiner Fraktion angebracht worden sind.

1. Antwort an Herrn Blocher. Natürlich weiss ich, dass die historischen Gegebenheiten China zu etwas ganz anderem und für uns schwer Verständlichem machen. Aber China ist Mitglied verschiedener internationaler Organisationen. Wir ha-

ben dort festgeschriebene Begriffe, und vor allem im Bereich der Menschenrechte können wir reagieren.

Ausserordentliche Verhältnisse verlangen auch ausserordentliche Massnahmen. Es geht doch nicht, dass wir einfach nach der Devise handeln: «Das haben wir noch nie gemacht, das ist des Landes nicht der Brauch.» Eine Debatte ist gut. Sie dringt knapp durch die Ritzen dieses Gebäudes. Wollen wir aber etwas bewirken, dann müssen wir die Mittel effektiv einsetzen. Wäre der Brief vom Interpellanten, von Herrn Maitre, zum voraus verfasst gewesen, hätte ich ihm genauso zugestimmt, wie ich diesem Entwurf zustimme, der Ihnen nun vorgelegt wird.

2. Zum Juristischen. Aussenpolitik ist Sache der Exekutive, das ist richtig. Aber eine Briefaktion kann von jedermann ausgehen. Herr Mühlemann hat vorher persönlich seinen Protest angemeldet. Es können alle 200 Ratsmitglieder nach vorne gehen und ihren Protest anmelden, oder wir können den Brief respektive die Resolution verfassen. Die Volkskammer hat rein zahlenmässig nach aussen schon mehr Gewicht, als wenn nur der Bundesrat etwas tut. Wir können als Volkskammer in China ganz sicher auch einen gewissen Eindruck machen, vielleicht mehr als ein Protest der Regierung. Wie viele Briefe haben Sie nicht schon unterzeichnet für Protestaktionen! Waren Sie jeweils mit jedem Wort einverstanden? Pflügen wir doch nicht einen solchen Purismus!

Herr Sager hat gesagt, die Erklärung sei als neues Instrument von diesem Rat abgelehnt worden. Das ist richtig: Als parlamentarische Instrument im Rahmen der Mechanismen unserer Politik; z. B. in bezug auf das Verhältnis zwischen den Räten und dem Bundesrat, zwischen Legislative und Exekutive. Aber der Rat kann doch einfach als Kollektiv ohne weiteres eine Erklärung abgeben.

Sie haben an Parteitag schon viele Resolutionen verfasst, als viel mehr Menschen anwesend waren, mit viel differenzierteren und divergierenderen Meinungen, als wir sie hier bei diesem speziellen Problem haben. Und doch bringt man die Resolutionen jeweils innerhalb einiger Minuten über die Runden, weil man nicht in Purismus macht.

Jeder Parteitag kennt – das wissen Sie – das Schöpferisch-Chaotische mehr als unser disziplinierter Rat. Wer behauptet – und mit der Abstimmung das dann auch bekräftigt –, dass dieser Rat zu einer kollektiven Stellungnahme nicht befähigt ist, bezeichnet unseren Rat indirekt als handlungsunfähig. Dann wäre sogar einmal zu hinterfragen, ob die Schweigeminute nach Reglement zugänglich ist.

**Bonny:** Ich wollte an sich nichts sagen, am liebsten wäre mir gewesen, die China-Aussprache hätte mit der sehr eindrucksvollen Erklärung von Herrn Bundesrat Felber aufgehört. Statt dessen ging sie weniger gut weiter; es gab ein Gerangel um die Erklärung von Frau Grendelmeier und ihrer Fraktion. Ich schlage Ihnen nun im Sinne eines Kompromisses folgendes vor: Die Erklärung sollte sich an die «Behörden» Chinas richten; üblich wäre aber – ich habe mich bei Herrn Bundesrat Felber erkundigt –, dass wir als Parlament die Erklärung an das chinesische Parlament richten. Dann wäre das auch unter diplomatischen Aspekten in Ordnung.

Wären Sie mit dieser Lösung einverstanden? Es wäre schade, wenn noch weiter so kleinlich herumgestritten würde. Wenn man einverstanden wäre, würde ich Ihnen beantragen, diese Erklärung unseres Rates, die inhaltlich in Ordnung ist, tel quel an den chinesischen Volkskongress zu adressieren.

**Frau Grendelmeier:** Ich finde diese Idee sehr gut. Es ging uns ja darum, dass diese Erklärung an die Behörden gerichtet wird. Auch das Parlament in China ist eine Behörde. An wen es genau geht, ist uns egal. Hauptsache ist, unser Parlament nimmt Stellung gegenüber den Behörden von China. Wir sind mit dem Vorschlag von Herrn Bonny einverstanden. Er ist ganz in dem Sinn, in dem wir diese Erklärung abgefasst haben.

**M. Felber, conseiller fédéral:** Je conclus cette discussion en remerciant les orateurs d'avoir fait part de leur inquiétude et de leurs sentiments, mais surtout d'avoir réussi à mener un débat sur le problème de la Chine avec une certaine unanimité. En effet, dès le moment où l'on va tenter de témoigner non seule-

ment à la population suisse mais aux autorités et au peuple chinois nos inquiétudes, nos appréhensions et notre réprobation à l'égard de ce qui s'est passé, il est indispensable que tout le monde soit d'accord.

Je vous remercie aussi d'avoir compris et d'avoir soutenu le Conseil fédéral lorsqu'il déclare qu'il n'est pas question de rompre les relations établies longuement et quelquefois difficilement avec la Chine.

Nous pouvons vous assurer que nous interviendrons chaque fois que cela nous sera possible, afin de réitérer notre réprobation à l'encontre de ces événements. Nous suivrons avec attention les démarches des autres Etats occidentaux pour, le cas échéant, nous associer à certaines d'entre elles, mais nous pouvons affirmer aujourd'hui qu'aucun pays, pas plus les Etats-Unis que les Etats européens, n'a imaginé de stratégie différente de celle que nous exposons. Chacun a à peu près défini une position identique: réprobation mais pas rupture.

Quant au plan des engagements publics suisses en Chine, nous vous rappelons qu'il est particulièrement faible. Il y a des engagements dans le domaine de la coopération au développement, qui s'élèvent en tout et pour tout à 6 millions de francs pour 1,1 milliard d'habitants. Remarquez la petitesse de cet effort! Ces engagements ont été pris, les projets sont en cours de terminaison et nous n'allons pas les stopper. En revanche, les nouveaux projets seront réévalués afin de nous permettre de tenir éventuellement compte des circonstances nouvelles qui peuvent se présenter.

Dans le domaine des crédits mixtes, le problème est semblable. Deux crédits mixtes ont été accordés à la Chine, l'un de 80 millions et l'autre de 100 millions de francs suisses. Avec ces crédits et par le biais de l'Office fédéral des affaires économiques extérieures et du Département des affaires étrangères, la Confédération a cherché à implanter, à développer ou à moderniser de toutes petites unités industrielles dans les provinces chinoises. Nous estimons que la plupart des habitants des provinces touchées par nos projets n'ont même pas été informés le jour même de ce qui s'était déroulé à Pékin. Là aussi, nous pensons pouvoir terminer les projets en cours, qui sont destinés à améliorer le sort de la population et des ouvriers de ces contrées.

Après les interventions de M. Bonny et l'approbation de Mme Grendelmeier, nous pouvons recommander que la proposition que vous présentez, Madame, soit une lettre adressée au Parlement chinois. Nous évitons ainsi de «discutiller» sur les compétences réciproques du Parlement et du Conseil fédéral. Cela dit, il est évident que le gouvernement sera toujours très jaloux de ses compétences.

**Sager:** Ich habe trotzdem Hemmungen, dass wir als Nationalrat Stellung nehmen. Das ist ein Präzedenzfall, und der kann unglückliche Folgen haben. Wenn der Briefkopf lautet: Folgende Nationalräte und Nationalrätinnen ..., ist es in Ordnung. Wir können ihn an den Volkskongress schicken, an die Regierung, und ich unterzeichne den Brief gerne. Das wäre die Kontinuität, wir haben das schon vielfach gemacht.

Aber es ist nicht der Nationalrat, sondern es sind einzelne Nationalrätinnen und Nationalräte! Wir bleiben so bei der Ordnung: Dieses Parlament hat die Aussenpolitik des Bundesrates zu begleiten, nicht zu bestimmen.

#### Abstimmung – Vote

Für den modifizierten Antrag  
der LdU/EVP-Fraktion  
Dagegen

63 Stimmen  
32 Stimmen

## **Dringliche Interpellation Maitre Ereignisse in China**

### **Interpellation urgente Maitre Evénements survenus en Chine**

In	Amtliches Bulletin der Bundesversammlung
Dans	Bulletin officiel de l'Assemblée fédérale
In	Bollettino ufficiale dell'Assemblea federale
Jahr	1989
Année	
Anno	
Band	III
Volume	
Volume	
Session	Sommersession
Session	Session d'été
Sessione	Sessione estiva
Rat	Nationalrat
Conseil	Conseil national
Consiglio	Consiglio nazionale
Sitzung	14
Séance	
Seduta	
Geschäftsnummer	89.456
Numéro d'objet	
Numero dell'oggetto	
Datum	22.06.1989 - 08:00
Date	
Data	
Seite	1050-1057
Page	
Pagina	
Ref. No	20 017 458

Dieses Dokument wurde digitalisiert durch den Dienst für das Amtliche Bulletin der Bundesversammlung.  
Ce document a été numérisé par le Service du Bulletin officiel de l'Assemblée fédérale.  
Questo documento è stato digitalizzato dal Servizio del Bollettino ufficiale dell'Assemblea federale.